Nations Unies A/AC.109/2009/14

Assemblée générale

Distr. générale
23 mars 2009
Français
Original : anglais

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Iles vierges des États-Unis

Document de travail établi par le Secrétariat

Table des matières

		Paragraphes	*Page*
I.	Informations générales	1–2	3
II.	Questions constitutionnelles, politiques et juridiques	3–12	3
III.	Budget	13–18	6
IV.	Conditions économiques	19–45	7
	A. Généralités	19–22	7
	B. Tourisme	23–28	8
	C. Activités manufacturières et industrie	29–32	9
	D. Construction	33–35	10
	E. Services financiers	36–37	10
	F. Agriculture et pêche	38–40	11
	G. Transport et communications	41–42	12
	H. Services de distribution, eau et assainissement	43–45	12
V.	Conditions sociales	46–66	13
	A. Généralités	46–48	13
	B. Travail	49–51	14
	C. Éducation	52–56	14

09-27398 (F)

Merci de recycler

	D. Santé publique	57–62	15
	E. Criminalité et prévention du crime	63–66	16
VI.	Environnement	67–70	16
VII.	Organisations régionales et autres partenaires	71–72	17
	A. Système des Nations Unies...	71	17
	B. Organisations régionales et autres partenaires	72	17
VIII.	Questions militaires	73	18
IX.	Statut futur du Territoire	74–76	18
	A. Situation du gouvernement du Territoire	74	18
	B. Situation de la Puissance administrante	75	18
	C. Mesures prises par l'Assemblée générale	76	18

I. Informations générales

1. Les Iles vierges des États-Unis sont un Territoire non-autonome administré par les États-Unis d'Amérique. Le Territoire est situé à l'est de la mer des Caraïbes, à 1 075 miles au sud-est de Miami et à 60 miles à l'est de Porto Rico. La surface terrestre est d'environ 352 kilomètres carrés[1]. Le Territoire se compose de trois îles principales (Sainte- Croix, Saint John et Saint Thomas) et d'une petite île (Water Island). La capitale, Charlotte-Amalie, est située sur Saint Thomas. Les îles ont été territoire danois de 1754 à 1917, année où elles ont été achetées pour 25 millions de dollars par les États-Unis d'Amérique. La nationalité américaine a été accordée aux habitants des îles en 1927. Le Bureau des affaires insulaires exerce les attributions du Secrétaire de l'intérieur pour le Territoire.

2. La population du Territoire pour 2008 était évaluée à 108 612 habitants, soit près du chiffre pour 2007, environ 4 250 personnes vivant à Saint John, le reste se partageant presque à égalité entre Saint Thomas et Sainte-Croix. La composition de la population du Territoire est la suivante : 78 % de noirs, 13 % de blancs et 9 % de races diverses[2]. Un recensement de la population et du logement est prévu pour 2010[3].

II. Questions constitutionnelles, politiques et juridiques

3. Les Iles vierges des États-Unis sont un Territoire organisé non incorporé des États-Unis. En vertu de la loi organique des Iles vierges (1936), révisée en 1954, le Territoire possède un certain degré d'autonomie pour les affaires locales, y compris une Assemblée législative, chambre unicamérale formée de 15 sénateurs élus pour deux ans. Le pouvoir exécutif est exercé par un Gouverneur, élu depuis 1970 pour quatre ans sur la même liste que le Gouverneur adjoint. Le Gouverneur ne peut exercer que deux mandats consécutifs, mais il peut être réélu après une absence du pouvoir d'une durée d'un mandat complet. Le Gouverneur nomme, sur avis et avec le consentement de l'Assemblée législative, les chefs des services administratifs et il a le pouvoir d'approuver ou de refuser un texte de loi et de faire paraître des décrets. Aux élections de novembre 2006 au poste de Gouverneur, John deJongh, du parti démocrate, l'a emporté sur le candidat du parti indépendant avec 57 % des voix. Au niveau national, le Territoire élit un délégué au Congrès des États-Unis, lequel est admis à voter en commissions.

4. Les dernières élections législatives du Territoire, tenues le 4 novembre 2008, ont eu pour résultat l'élection de 15 sénateurs, à savoir 10 démocrates, 2 membres du Mouvement des citoyens indépendants et 3 non affiliés à un parti. La candidate démocrate Donna M. Christensen s'est présentée sans opposition aux élections générales et a été réélue pour un septième mandat de deux ans comme Déléguée des Iles vierges des États-Unis au Congrès des États- Unis. En janvier 2009, elle a été

Note : L'information contenue dans le présent document provient de sources publiées, notamment de celles du Gouvernement du Territoire, et de données transmises au Secrétaire général par la Puissance administrante en vertu de l'alinéa e de l'article 73 de la Charte des Nations Unies

[1] Budget exécutif pour l'exercice 2009, p.2 ; disponible sur http://www.vi.gov/gv

[2] Bureau des affaires insulaires (www.pacificweb.org); United States Central Intelligence Agency, *The World Factbook*, dernière mise à jour 19 mars 2009.

[3] Bulletin trimestriel du Congrès, 21 mai 2008.

nommée à trois sous comités, à savoir santé, télécommunications et Internet et contrôle et investigations[4].

5. Le système judiciaire du Territoire comprend un Tribunal de district, un Tribunal supérieur et une Cour suprême. La cour suprême, qui a fait prêter serment à ses juges en décembre 2006, est devenue opérationnelle en janvier 2007. La Cour suprême des Iles vierges est la cour d'appel des Iles vierges qui connaît des appels décidés par le Tribunal supérieur des Iles. L'établissement de la Cour suprême élimine l'intervention de la justice fédérale dans des affaires juridiques purement locales. On trouvera un supplément d'information sur le système judiciaire du Territoire dans le document de travail de 2005. (A/AC.109/2005/9).

6. Depuis la révision de la loi organique des Iles vierges par la Puissance administrante en 1954, quatre tentatives ont été faites pour la remplacer par une constitution écrite localement approuvée par la population du Territoire, qui organiserait les mécanismes internes du Gouvernement. Bien que le Congrès des États-Unis ait autorisé l'adoption d'une constitution locale en 1976, aucune des quatre tentatives n'a abouti.

7. En octobre 2004, l'ancien Gouverneur Charles W. Turnbull a promulgué la cinquième Convention constitutionnelle, qui devait être la cinquième tentative pour élaborer une constitution locale. Après des années d'attente, une élection de trente délégués chargés de former la Convention constitutionnelle a eu lieu en juin 2007. La Convention s'est ouverte le 29 octobre 2007. Initialement, les délégués élus avaient jusqu'à juillet 2008 pour rédiger une constitution, mais la 27e Assemblée législative a modifié la législation habilitante, portant la date au 31 mai 2009 à la demande des délégués. Une fois achevé, le projet doit être approuvé par une majorité des deux tiers des délégués à la Convention[5]. Le texte de la Constitution sera alors communiqué au Gouverneur, qui a 60 jours pour ajouter ses observations avant sa présentation au Congrès des États-Unis, qui a également soixante jours pour l'examiner ainsi que le pouvoir d'ajouter ou de supprimer par amendement. Une fois approuvé par le Congrès, un referendum pourrait être tenu dans les Iles vierges pour ratifier le document[6].

8. La Convention opère dans 12 comités permanents couvrant différentes questions telles que législation, juridiction, citoyenneté, finances et éducation[7]. Depuis l'inauguration de la Convention, les délégués se sont dits préoccupés par les ressources financières et organisationnelles qui leur sont fournies. En janvier 2008, les délégués ont approuvé une nouvelle proposition budgétaire de 3,3 millions de dollars à présenter à l'Assemblée législative du Territoire[8]. Dans le budget révisé de janvier 2009 du Gouverneur, un montant additionnel de 200 000 dollars É-U. a été prévu. À la date du 9 décembre 2008, la Convention avait reçu un total de 418 290 dollars É.-U.en concours financiers du Gouvernement du Territoire pour faire son travail. Des questions ont été soulevées par certains délégués concernant la nécessité d'un plus grand concours financier de la Puissance administrante pour la Convention constitutionnelle. La question a également été soulevée au nom du

---

[4] Voir www.donnachristensen.house.gov.

[5] Information communiquée par la Puissance administrante le 23 janvier 2009.

[6] *The Virgin Islands Daily News,* 27 octobre 2007 (www.virginislands.dailynews.com).

[7] Ibid. 30 octobre 2007.

[8] *St. Thomas Source,* 15 janvier 2008 : *The Virgin Island Daily News,* 13 février 2007.

Président de l'Association des Iles vierges des Nations Unies par un pétitionnaire prenant la parole devant le Comité spécial à sa réunion du 11 juin 2008[9].

9. Des questions ont été posées concernant la politique de publicité des documents de la Convention. En janvier 2009, le Comité exécutif de la Convention constitutionnelle a adopté une nouvelle politique tendant à restreindre la diffusion des projets de documents de la Convention dont les délégués devaient débattre. Ces documents avaient jusque-là été mis à la disposition de quiconque assistait aux réunions de la Convention. À cet égard, un membre du Comité exécutif de la Convention, Mary Moorhead, a expliqué que certaines personnes faisaient paraître une information incorrecte sur le projet de Constitution fondée sur des projets incomplets. Des auditions sont provisoirement prévues pour avril 2009 afin de partager avec le public le contenu du projet de Constitution et pour donner à la population une occasion de recommander des changements[10].

10. Lors du séminaire régional du Pacifique sur la décolonisation, tenu en Indonésie en mai 2008, Tregenza Roach, de l'université des Iles vierges, a parlé du rôle de l'université et des ramifications de la Convention constitutionnelle ainsi que du programme public d'éducation que l'université entreprenait pour informer le public à cet égard. Le programme public d'éducation est soutenu par une loi locale à l'appui de la Convention constitutionnelle[11]..

11. Durant le précèdent séminaire tenu à Grenade en 2007, le Président de l'université des Iles vierges, Mme. LaVerne Ragster, a indiqué que, si l'expression « constitution locale » semble donner à penser qu'il s'agit d'un acte d'autodétermination, le droit fédéral des États-Unis indique clairement qu'aucune constitution locale ne saurait affecter le statut des Iles vierges des États-Unis comme « Territoire ou autres biens » des États-Unis comme il est dit dans la clause territoriale de la constitution des États-Unis. Ceci a été confirmé dans les lois publiques 94-584 du 21 octobre 1976 et 96 597 du 24 décembre 1980 des États-Unis, où il est précisé qu'une telle constitution devrait reconnaître et confirmer la souveraineté des Iles vierges. D'après M[me] Ragster, la formulation d'une constitution locale n'empêcherait toutefois pas le résident du Territoire de se prononcer un jour quant à son futur statut politique[12].

12. En ce qui concerne le statut politique du Territoire, le premier et unique referendum sur un ensemble d'options politiques a eu lieu en 1993. Cependant, seul 27 % du corps électoral avait voté et, sur ce nombre, 80,3 % avaient voté en faveur du statut courant. Le résultat a été considéré nul et non avenu du fait que moins de 50 % du corps électoral avait voté.

---

[9] Voir Communiqué de presse de l'ONU concernant la Déclaration faite par Judith Bourne : http://www.un.org/News/Press/docs/2008/ col3177.doc.htm.

[10] *The Virgin Island Daily News*, 5 mars 2009.

[11] On pourra consulter l'ensemble de la Déclaration en se reportant à : http://www.un.org/Depts/dpi/decolonisation/regional seminars statements 08/Tregenza/20Roach.pdf.

[12] On pourra trouver l'ensemble de la Déclaration en se reportant à : http://un.org/Septs/dpi/decolonisation/docs/seminar statements 07/DP3o/o20Ragster.pdf.

III. Budget

13. L'année budgétaire du Territoire commence le premier juillet 2009. Le Gouverneur a soumis un budget révisé pour l'exercice 2009 à la 28e Assemblée législative le 9 janvier 2009, tenant compte de l'état actuel de l'économie mondiale, qui continue à avoir des incidences négatives sur le Territoire. Le Gouverneur a averti la toute prochaine 28e Assemblée législative que l'année budgétaire qui s'annonçait serait l'une des plus difficiles de l'histoire des Iles[5].

14. Le 13 janvier 2009, les membres de la 28e Assemblée législative ont unanimement approuvé le budget révisé de 839 millions de dollars, en augmentation par rapport aux 779 millions de 2008. Le Directeur du Bureau de la gestion et du budget a informé le Sénat que les recettes du Fonds général seraient inférieures de 70,2 millions de dollars à celles précédemment prévues en septembre 2008. Grâce à des ajustements dans les contributions du Fonds de contrepartie de l'administration fiscale et à l'utilisation du budget de stabilisation, la perte a été réduite à 36,8 millions de dollars, qui a été compensée par des coupes budgétaires[5]. Le budget révisé a donné la priorité au financement d'augmentations de salaires négociées pour les employés de l'État et pour prévoir un contrat d'assurance-maladie récemment approuvé qui couvre les employés de l'État, les retraités et leurs personnes à charge. Le budget révisé prévoit aussi le financement d'une augmentation de 3 % de la contribution de l'employeur au système de retraite des employés de l'État[13], qui a annoncé en octobre 2008 un déficit de 66 millions de dollars[14].

15. Comme on l'a dit plus haut, un texte de loi abrogeant une loi fédérale de 1936 limitant le pouvoir du Gouvernement territorial pour administrer son propre système d'impôts fonciers est devenu loi en 2007. En mars 2008, le Sénat territorial a voté une loi réformant l'impôt foncier qui a été promulguée par le Gouverneur[15]. D'après la Puissance administrante, le Territoire a progressé vers l'adoption d'autres mesures nécessaires, mais n'a pas encore levé une adjonction judiciaire de 2003. Le Gouvernement a poursuivi et fait paraître en août 2009 de nouveaux projets de lois fiscales fondés sur de nouveaux taux, mais il a été jugé faire obstacle à la bonne marche de la justice par le juge de district, qui a fait annuler les projets de loi fiscale. Le Gouvernement a fait appel de la décision auprès de la Cour d'appel du troisième circuit des États-Unis et attend d'en connaître l'issue. D'après le Gouverneur, le litige actuel a empêché le Territoire de collecter des impôts fonciers depuis deux ans. Le Territoire a terminé l'année budgétaire 2008 avec un manque à gagner de 70 millions de dollars faute de pouvoir collecter des impôts fonciers et pourrait subir des pertes budgétaires de 146 millions de dollars si l'affaire n'est pas résolue au cours de l'actuel exercice budgétaire.

---

[13] http/www/governordejongh.com/news/archive/2009/02/020609-1htm.

[14] *Caribbean Net News*, 8 février et 11 mars 2008.

[15] *Caribbean Net News*, 8 février et 11 mars 2008.

16. Le 10 juin 2008, le Gouvernement territorial a approuvé une loi portant financement incrémentiel des impôts dans le Territoire, instrument de développement économique qui permet au Gouvernement d'émettre des obligations fondées sur une prévision d'augmentation des impôts fonciers et sur les chiffres d'affaires pour une entreprise ou opération résidentielle implantée sur des terres d'État[16]. On espère que le programme sera un puissant outil de développement économique capable de mobiliser des recettes futures pour payer l'infrastructure en place et attirer l'investissement dans le Territoire[17].

17. Le 28 avril 2008, la Puissance administrante a annoncé un remboursement d'impôts de 41,5 millions de dollars pour le Territoire dans le cadre de sa loi fédérale de relance économique[18].) En outre, le 19 février 2009, le Gouverneur a annoncé que l'économie du Territoire allait recevoir environ 244,2 millions de dollars en financement fédéral de relance (voir section 4 ci-dessous).

18. D'après des informations communiquées par la Puissance administrante, un pas important a été franchi le 7 janvier 2009 quand le Département du logement et du développement urbain (HUD) des États-Unis a transféré 34 acres de terres situées sur Saint Thomas au Gouvernement des Iles vierges. Le Gouvernement territorial avait initialement vendu la terre au HUD pour un dollar en 1995 étant entendu que HUD construirait des logements d'un coût abordable après que l'ouragan Marilyn eut dévasté le Territoire plus tôt cette année-là. L'absence de construction de nouveaux logements est devenue toutefois une pomme de discorde constante entre HUD et le Gouvernement des Iles vierges. Le Directeur exécutif de l'Administration du logement a solennellement marqué le transfert par la restitution du dollar initial[19] En outre, le 19 février 2009, HUD a accordé au Territoire 579 662 dollars sous forme de subventions pour contribuer à atténuer le problème des sans-logis, marquant ainsi la première fois depuis des années que le Territoire a pu réunir tous les financements disponibles au titre du programme de subventions Continuum of Care de HUD[20].

IV. Conditions économiques

A. Généralités

19. Au cours d'une conférence de presse tenue le 19 février 2009, le Gouverneur a dit que, bien que les détails n'en aient pas été mis au point, le Territoire allait recevoir environ 244,3 millions de dollars en financement de relance. Pour assurer la pleine transparence des fonds fédéraux à venir, le Gouverneur a fait part de plans tendant à établir un nouvel Office de développement économique dans le cadre de l'Administration des finances publiques des Iles vierges[20].

20. La plus grande partie de l'argent de relance, 67 millions de dollars, deviendrait partie du fonds de stabilisation budgétaire du Territoire. D'après la formule actuelle, 81 % de ces fonds devront être dépensés en initiatives éducatives. La deuxième plus

---

16 *Caribbean Net News*, 11 juin 2008.

17 *Virgin Islands Daily News*, 11 juin 2008.

18 State News Services, 18 avril 2008.

19 Information communiquée par la Puissance administrante le 23 janvier 2009 ; voir aussi *The Virgin Islands Daily News*, 8 janvier 2009.

20 *The Virgin Islands Daily News*, 20 février 9009.

grande partie des fonds, soit un total de 50 millions de dollars, servirait à des crédits d'impôts pour les résidents du Territoire. D'autres importants domaines de financement du dispositif de relance comprenaient plus de 33 millions de dollars pour des projets d'énergie et d'eau, 22,8 millions pour un programme d'éducation et près de 20 millions pour l'infrastructure de transport.

21. Pour les importants projets d'infrastructure non couverts par le dispositif de relance mais nécessitant la finalisation du financement, le Gouvernement territorial envisage de présenter un projet de relance locale. La stratégie du Gouvernement pour stabiliser l'économie locale est d'obtenir du pouvoir législatif que l'Administration des finances publiques des Iles vierges puisse émettre des obligations de recettes fiscales d'un montant pouvant atteindre 400 millions de dollars pour assurer le financement de prêts de 341 millions de dollars en projets publics essentiels. Par exemple, le secteur du bâtiment connaissait une très faible activité de développement privé et le Gouvernement du Territoire estimait que leur proposition créerait 265 nouveaux emplois à plein temps et augmenterait la masse salariale du Territoire de plus de 100 millions de dollars, ce qui aurait aussi pour effet d'accroître les recettes fiscales du Gouvernement de 60 millions de dollars sur six ans.

22. Le programme d'incitations fiscales de la Commission de développement économique demeure un élément clef de la politique économique du Territoire. Chargée de promouvoir le développement et la diversification de l'économie du Territoire, la Commission est habilitée à accorder des réductions d'impôts, comme une exemption complète des impôts fonciers et jusqu'à 90 % des impôts locaux sur le revenu. (voir aussi les paragraphes 36-37 ci-dessous).

B. Le tourisme

23. Le secteur de tourisme est l'industrie la plus importante des Iles, dont il représente environ 70 % du produit intérieur brut (PIB). D'après l'allocution prononcée en janvier 2009 par le Gouverneur sur l'état du Territoire, les chiffres globaux du tourisme ont fortement chuté à la fin de 2008. Les taux d'occupation hôtelière ont baissé d'un tiers, les taux moyens des hôtels avaient chuté de 25 % et les dépenses des voyageurs en croisière avaient diminué[21].

24. Le secteur du tourisme, toutefois, devrait repartir au cours de l'exercice budgétaire 2009 dopé par un fort marketing et une campagne promotionnelle du Département du tourisme et des Associations hôtelières et touristiques pour faire venir davantage de visiteurs dans le Territoire. Le Département du tourisme accroît ses efforts de marketing en Europe afin de profiter de la dépréciation du dollar. Dans le cadre de ces efforts, le Département a lancé en janvier 2009 un nouveau site Web de 250 000 dollars[22]. Une reprise des voyageurs en croisière est également attendue sur Sainte-Croix du fait qu'une cinquantaine de navires de croisière sont attendus pour 2009 apportant 121 700 voyageurs et 44 000 membres d'équipage[23]. .

---

[21] Allocution du 26 janvier 2009 sur l'état du Territoire (http://www.governordejongh.com/features/2009/address/SOTT_text.pdf).

[22] *Virgin Islands Daily News*, 29 janvier 2009.

[23] Budget exécutif pour 2009, http://www.governordejongh.com.features/2009/budget/index.html.

25. Pour les neufs premiers mois de l'exercice budgétaire 2008, qui a pris fin le 30 juin 2008, le nombre de visiteurs du Territoire a augmenté de 3,3 %, passant à 2 147 444 contre 2 179 250 pour la même période au cours de l'exercice 2007. Les arrivées par avion ont augmenté de 6,6 %, celles de voyageurs en croisière se chiffrant à un plus modeste 3,3 %. Pour la même période, il y a eu 561 168 voyageurs par air contre 526 534 pour l'exercice budgétaire 2007 et 1 586 276 voyageurs en croisière contre 1 552 716 l'année précédente.

26. Le 2 juin 2008, le Gouvernement du Territoire a annoncé la création d'un panel pour tenter de remédier à la réduction du nombre de vols à destination des îles. En juillet 2008, l'Administration portuaire des Iles vierges a lancé un projet de développement du service aérien pour l'aéroport Henry E. Rohlsen, de Sainte-Croix dans le but d'améliorer la disponibilité et le coût des services aériens entre les îles et les États-Unis[24]. Des conversations ont été également engagées avec des petits porteurs régionaux pour développer les services en direction du Territoire[25]. Depuis décembre 2008, des correspondances journalières, quatre jours par semaine, via Atlanta, en Géorgie, venant de Copenhague à Saint Thomas sur les lignes Delta sont en opération[26].

27. En outre, le 31 0octobre 2008, US Airways a annoncé le retour d'un service aérien non stop à destination de l'Ile de Saint Thomas au départ de deux des principaux marchés du Territoire des États-Unis, Philadelphie, en Pennsylvanie, et Charlotte, en Caroline du nord, ce qui représente une augmentation globale du service aérien en direction de Saint Thomas pour la saison d'hiver par comparaison avec la même période en 2007.

28. En août 2008, le Département du tourisme et l'Administration du développement économique ont organisé à Sainte-Croix une conférence visant à préparer la population au retour de l'industrie des navires de croisière et, en novembre, ces organismes ont parrainé deux jours de formation gratuite aux services-clients en vue de préparer les chefs d'entreprises locales et leurs employés chargés de l'accueil à l'arrivée des voyageurs en croisière[27].

C. Activités manufacturières et industrie

29. Le secteur des industries manufacturières représente environ 11 % du PIB et 5 % des emplois dans le Territoire. Le secteur demeure dominé par Hovensa LLC, l'une des plus grandes raffineries modernes du monde. Située à Sainte-Croix, elle produit environ 495 000 barils de produits pétroliers par jour[28].

30. L'industrie du rhum a toujours été le numéro deux du secteur manufacturier du Territoire. En juillet 2008, un accord de 30 ans entre le Gouvernement et le producteur de bière, vin et spiritueux, Diego PLC, a été signé pour la construction d'une nouvelle distillerie de rhum sur Sainte-Croix. L'accord devrait valoir au Territoire 100 millions de dollars par an de nouvelles recettes fiscales pour la période de 30 ans. La production de rhum devrait démarrer en 2012, la distillerie

---

[24] *Caribbean Net News*, 16 juillet 2008.
[25] *The Associated Press*, 3 juin 2008.
[26] *Caribbean Net News*, 24 septembre, 2008.
[27] Ibid. 30 janvier 2009.
[28] www.hovensa.com.

produisant une moyenne de 20 millions de gallons par an[29].. Les plans de construction sont actuellement en cours d'approbation[21].

31. Une formule de ristourne fiscale votée par le Congrès en 1999, favorisant l'exportation de rhum vers les États-Unis pour des périodes de deux ans, est venue à expiration le 31 décembre 2007. Le 3 octobre 2008, la Chambre des Représentants des États-Unis a approuvé une prolongation de deux ans de la formule fiscale applicable au rhum avec effet rétroactif au premier janvier 2008[30].

32. La fabrication de bijoux avait depuis quelques années perdu de son importance dans le Territoire, mais le 19 juin 2008, les Départements du commerce et de l'intérieur des États-Unis ont édicté un article modifiant leurs règles relatives au remboursement des droits de douane pour les producteurs de bijoux du Territoire[31].

D. Construction

33. L'emploi dans le secteur de la construction est demeuré faible durant la période considérée et avait baissé de 6,1 % au 30 juin 2008. Le nombre d'emplois dans ce secteur se situait en moyenne à 3 419 pour les neuf premiers mois de l'exercice budgétaire 2008 contre 3 643 pour la période correspondante de l'exercice 2007. La baisse de l'activité de construction a été due en partie à un ralentissement du développement lié au tourisme, du logement et des ports de mer et du développement de la propriété commerciale et résidentielle. La chute des constructions de résidences est attribuée au durcissement des conditions de prêts et aux effets secondaires de l'effondrement du marché immobilier des sub- prime aux États-Unis.

34. Les activités de construction devraient augmenter en 2009 impulsées par des activités de construction privées en développement hôtelier, constructions routières, expansion des ports de mer, développement du secteur du logement public et privé et de locaux à usage de commerces de détail et de bureaux[32]. En outre, la distillerie de rhum précédemment mentionnée devrait sortir de terre au cours du deuxième trimestre de 2009.

35. Le 25 février 2009, le Département du logement et du développement urbain des États-Unis a annoncé l'attribution d'un don de reprise de 9 415 808 dollars au fonds d'équipement du logement public de l'Administration du logement des Îles vierges. Cet argent sera utilisé pour rendre des appartements depuis longtemps inoccupés prêts à être occupés et pour apporter des améliorations d'infrastructure au logement public du Territoire[33].

E Services financiers.

36. Le secteur des services financiers, qui représente 6 % de l'emploi total, continue à enregistrer une baisse des emplois, ce qui est dû en partie à une diminution du nombre de sociétés participant au programme d'incitations de la

---

[29] http:// sts.onepaper.com, 25 juillet 2008.

[30] *Caribbean Business*, 9 octobre 2008. (www.caribbeanbusiness.com).

[31] *Federal Register*, vol.73,No.119 (19 juin 2008).

[32] United States Virgin Islands Bureau of Economic Research, *Economic Review* (juillet 2008).

[33] *The Virgin Islands Daily News*, 26 février 2009.

Commission de développement économique des Iles vierges des États-Unis initié par l'American Jobs Creation Act de 2004. Le nombre d'emplois dans ce secteur s'établissait en moyenne à 2 470 pour les neufs premiers mois de l'exercice budgétaire 2008 contre 2 493 pour la période correspondante de l'exercice budgétaire 2007. La loi a modifié l'obligation de résidence pour le programme d'incitation de la Commission de développement économique, établissant que les résidents de bonne foi doivent être sur le Territoire pendant au moins 183 jours sur une période de trois ans. La décision finale confirmait aussi que les impôts dus sur les revenus liés à des sources des États-Unis devraient être payés à l'Administration fiscale des États-Unis. Les exigences de résidence et de revenu ont manifestement causé le départ d'un certain nombre de sociétés du Territoire. Avant la décision, il y avait 121 sociétés bénéficiaires; il y en a actuellement 98[34].

37. Le fournisseur mondial de services financiers, Stanford Financial Group, avait demandé à devenir bénéficiaire du Programme d'incitations fiscales du Territoire. La société est sortie de terre en février 2008 sur un site de 37 acres situé sur Sainte-Croix, construisant un complexe qui devait accueillir les activités de gestion mondiale de la société[35].. A la mi-février 2009, la société a été accusée de fraude massive par la Securities and Exchange Commission des États-Unis.

F. Agriculture et pêche

38. Historiquement, la canne à sucre et à un moindre degré le coton ont été les principales sources de recettes de l'économie du Territoire. Actuellement, le secteur agricole, qui consiste principalement en culture de fruits et de légumes et en élevage, ne représente qu'environ un pourcent du PIB et 1 % de la main-d'œuvre, la majeure partie des aliments étant importée[36]. Il y a toutefois de nouveaux efforts qui sont faits pour améliorer la sécurité alimentaire du Territoire. Le président de la Coopérative des agriculteurs des Iles vierges a reçu 600 000 dollars, fournis par le Département de l'agriculture des États-Unis, par un accord de prêt passé avec l'Economic Development Authority des Iles vierges pour une location à long terme de 60 acres de terres situées près de la zone de Beeston Hill pour accroître la production et la distribution de produits agricoles[5].

39. Le 6 octobre 2008, on a annoncé que le Territoire remplissait les conditions pour recevoir des subventions qui n'étaient accordées jusque-là qu'aux 50 États contigus et Porto Rico. La loi de 2004 dite Specialty Crops Competitiveness Act autorisait le service de commercialisation agricole du Département de l'agriculture des États-Unis à fournir une assistance nationale pour la promotion de cultures de spécialités. Des produits de spécialités apicoles comme le miel, la cire d'abeilles et le pollen d'abeilles passent pour avoir un excellent potentiel de production et de marché dans les Iles vierges[37].

40. Le secteur de la pêche commerciale est certes petit, mais l'écosystème marin et la population halieutique suscitent de plus en plus de préoccupations. En mai 2008, le Département de la planification et des ressources naturelles a annoncé qu'il allait interdire de pêche les pêcheurs utilisant des araignées et des tramails, ces filets étant

---

[34] USVI Bureau of Economic Research, *Economic review* (juillet 2008).

[35] *Caribbean Net News*, 9 janvier et 25 février 2008.
Central Intelligence Agency. The World Factboolk, 2008[36] .

[37] *Caribbean Net News*, 6 octobre 2008

considérés comme contribuant à la surpêche. D'après les biologistes et les chercheurs, ces filets sont si efficaces qu'ils capturent des bancs entiers d'alevins, décimant ainsi les espèces halieutiques. La décision d'interdire ces filets aidera le Territoire à satisfaire à l'injonction de la National Oceanic and Atmospheric Administration d'avoir à cesser la surpêche pour 2010, d'après le Commissaire pour le Département de la planification et des ressources naturelles[38].

G. Transport et communications

41. Le Territoire compte cinq embarcadères-débarcadères capables d'accueillir des navires de croisière et quelques vaisseaux de guerre. Trois sont situés sur Sainte-Croix, à savoir South Shore, Gallows Bay et Frederiksted. Les deux autres sont sur Saint Thomas, à savoir les installations exploitées à Crown Bay par l'Administration portuaire des Iles vierges, organisme public semi-autonome, et la West Indian Company, qui appartient aux Iles. L'Administration portuaire exploite deux aéroports internationaux, l'aéroport Cyril E. King sur Saint Thomas et l'aéroport Henry E. Rohlsen sur Sainte-Croix. Dans son allocution de 2009 sur l'état du Territoire, le Gouverneur a confirmé que l'Administration portuaire a reçu 10 millions de dollars de financement discrétionnaire du Département des transports des États-Unis pour les aéroports du Territoire après un hiatus de cinq ans[21].

42. Dans son allocution de 2008 sur l'état du Territoire, le Gouverneur deJongh a annoncé que le plan d'investissement pluriannuel du Territoire aurait pour priorité de tenter de remédier aux problèmes de circulation et de transport, comprenant routes, stationnements et transport interinsulaire[39]. À cette fin, on a annoncé en novembre 2008 qu'un montant de 25,5 millions de dollars a été attribué à un plan d'amélioration des infrastructures locales pour engager au plus vite les projets nécessaires[40].

H. Services de distribution, eau et assainissement

43. L'électricité est produite à partir de sources thermiques utilisant des carburants importés. La Virgin Islands Water and Power Authority (WAPA) dessert environ 47 000 clients. Les tarifs de l'électricité du Territoire sont parmi les plus élevés des États Unis. Le 28 juin 2008, le House Appropriations Committee des États-Unis a décidé d'inclure 500 000 dollars pour le financement d'une étude technique concernant les manières pratiques de raccorder les trois réseaux électriques entre les trois îles et de réduire les factures d'électricité pour les consommateurs du Territoire[41]. D'après le chef de la WAPA, on avait envisagé la possibilité de construire un pipeline pour faire venir du gaz naturel depuis un réseau plus important de Porto Rico[42]. Le 10 avril 2008, le Gouvernement du Territoire a reçu une subvention fédérale de 50 000 dollars pour étudier les options qui permettraient

---

[38] *The Virgin Islands Daily News*, 24 mai 2008.

[39] Allocution sur l'état du Territoire, 22 janvier 2008 www.governordeJungh.com/features/2008/address/remarks.hlml, *The Virgin Islands Daily News*, 24 janvier 2008.

[40] *Caribbean Net News*, 24 novembre 2008.

[41] Ibid., 28 juin 2008.

[42] *Associated Press*, 25 juillet 2008.

au Territoire de se rendre moins tributaire des importations de pétrole en diversifiant ses options énergétiques[43].

44. Par suite des quantités limitées d'eau douce disponibles, on utilise beaucoup l'eau de mer à des fins non-domestiques, notamment pour la lutte contre les incendies et l'assainissement. La Water and Power Authority dessalinise l'eau et recueille l'eau de pluie pour les besoins domestiques. Une installation de dessalinisation située sur Saint Thomas produit 4,45 millions de gallons par jour. Les puits, en particulier sur Sainte-Croix, fournissent le reste de l'eau douce nécessaire. En raison du coût élevé de l'eau, la consommation journalière moyenne est d'environ 50 gallons par personne, soit un tiers de ce qu'elle est aux États-Unis.

45. Le 8 mai 2008, dans le cadre d'un accord passé avec l'Environmental Protection Agency des États-Unis, le Gouvernement du Territoire est convenu de développer, financer et organiser une campagne tendant à faire prendre au public conscience de la bonne manière de disposer des ordures ménagères[44].

V, Conditions sociales

A. Généralités

46. Le 21 mai 2008, au cours d'une réunion du House Natural Resources Subcommittee des affaires insulaires des États-Unis, on a expliqué que le Territoire est exclu de l'American Community Survey à cause de sa relativement petite taille. Ceci crée d'importantes disparités de données. Ainsi, le Territoire ne peut pas être comparé aux autres États alors que de telles comparaisons sont essentielles pour comprendre le degré de pauvreté des enfants dans les Iles et les défis auxquels sont confrontées leurs communautés[45].

47. L'exclusion des Iles vierges des sources de données situées aux États-Unis conduit aussi à exclure le Territoire d'une législation d'importance capitale pour le bien-être des enfants et des familles, comme de la loi de 2001 dite No Child Left Behind Act. Les organisations et fondations basées aux États-Unis utilisent aussi l'American Community Survey pour déterminer les besoins de financement. Une initiative sanitaire d'une grande fondation a omis d'inclure le Territoire parce que leurs données ne figuraient pas dans l'American Community Survey, sur quoi se fondait leur attribution de subventions.

48. Dans le cadre d'une montée de la criminalité en mai 2008, le Sénateur du Territoire Basil C. Ottley Jr. a demandé la convocation d'un sommet d'urgence sur la pauvreté et la criminalité afin d'en étudier les rapports tout en indiquant que ce sont les enfants qui subissent les coûts les plus durables de la pauvreté. Il a indiqué que le taux de pauvreté du Territoire était de 27,4 %, contre 12,7 % aux États-Unis et que le pourcentage d'enfants vivant dans la pauvreté avait atteint 35 %. D'après M. Ottley, la première chose à faire pour s'attaquer aux problèmes de la pauvreté, de la criminalité et de l'économie était de constituer un ensemble de données

---

[43] *US Fed News*, 10 avril 2008.

[44] *US Environmental Protection Agency*, 8 mai 2008, http://yosemite.epa.gov/OPA/ADMPRESS.NSF/dOef6618525a9clb85257359003fb69d/36dd63OpenDocument

[45] *CQ Congressional Testimony*, 21 mai 2008

statistiques pouvant servir de guide aux éducateurs, législateurs et autres pour les aider à élaborer une politique publique adaptée et efficace[46].

B. Travail

49. Les employeurs du Territoire doivent suivre les lois fédérales et territoriales en matière de travail, comme celles qui concernent le salaire minimum, la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles et le paiement de la taxe sur la sécurité sociale et de l'assurance-chômage. Le salaire horaire minimum avait atteint 6,55 dollars en juillet 2008. Le taux de chômage au milieu de l'année 2008 n'avait guère changé, se situant à 5,9 % contre 6 % en 2007[47]. Par rapport à la période précédente, au milieu de 2008, 140 emplois étaient venus gonfler l'économie, pour la plupart dans le secteur privé, qui représente environ 70 % des offres d'emplois du Territoire[48].

50. Cependant, d'après l'allocution de 2009 sur l'état du Territoire, les licenciements dans le secteur privé étaient en augmentation, des entreprises fermaient et le chômage avait commencé à monter. Le développement économique et les créations d'emplois demeuraient donc, a dit le Gouverneur, un domaine d'action prioritaire pour l'année à venir.

51. Le dispositif de relance de janvier 2009 comprenait une prime de 250 dollars pour les retraités qui recevaient des paiements de sécurité sociale des États-Unis et pour les anciens combattants bénéficiaires de prestations, ainsi qu'une assurance de chômage longue durée et 100 dollars de plus d'indemnités mensuelles pour les chômeurs.

C. Éducation

52. L'éducation est obligatoire et gratuite pour tous les enfants de cinq ans et demi à 16 ans. Le Département territorial d'éducation administre 19 écoles sur Saint Thomas et 17 sur Sainte-Croix[48].

53. En avril 2008, le Comité du Sénat des États-Unis pour l'énergie et les ressources naturelles a commencé des auditions sur un projet de loi visant à autoriser le Ministre de l'intérieur à contracter un bail à long terme avec le Gouvernement du Territoire pour établir la première école sur l'île de Saint John[49]. Le 23 juin 2008, l'autorisation d'une subvention fédérale d'assistance technique de 200 000 dollars pour réaliser diverses études sur un projet de site dans le Domaine de Catherineberg a été annoncée[50].

54. Comme on l'a dit plus haut, le dispositif fédéral de relance de janvier 2009 comprenait 67 millions de dollars, dont 81 % devait être dépensé en initiatives éducatives dans le Territoire.

---

[46] *St Thomas Source*, 30 mai 2008.

[47] *US Virgin Islands Bureau of Economic Research*, avril 2008, United States Virgin Islands Economic Review and Industry Outlook,

[48] Budget exécutif pour l'exercice budgétaire 2009, disponible sur http://www.vi.gov/gvi-news/governor-de-jongh-presents-the-executive-budget-for-fiscal-year-2009.html

[49] *FNS DAYBOOK*, 23 avril 2008 (http://www.fnsg.com).

[50] *Caribbean Net News*, 23 juin 2008.

55. D'après l'allocution du Gouverneur sur l'état du Territoire en 2009, les dossiers de résultats annuels faisaient apparaître une augmentation de 16 % dans le nombre d'élèves de troisième année ayant des aptitudes à la lecture, les aptitudes en mathématiques augmentant de huit % parmi les élèves de troisième année et de 12 % parmi les élèves de cinquième année[21].

56. L'université des Iles vierges a des campus sur Saint Thomas et Sainte-Croix et compte environ 2400 étudiants à temps plein et à temps partiel. Elle propose des programmes de licence dans 33 domaines et des cours de maîtrise en éducation, commerce et administration publique ainsi qu'un diplôme plus récent de maîtrise en sciences de la mer et de l'environnement[51].

D. Santé publique

57. D'après le Bureau de la recherche économique, 59 % de tous les résidents des Iles vierges des États-Unis n'ont pas d'assurance maladie, contre 17 % nationalement[52].

58. Pour l'exercice budgétaire 2008, le plan d'assurance maladie du Gouvernement totalisait 96,5 millions de dollars, le Gouvernement du Territoire payant 65 % des primes du plan et les employés de l'État les 35 % qui restaient. Le coût du plan montera à 103,8 millions de dollars pour l'exercice budgétaire 2009[47].

59. À la différence du continent des États-Unis, medicaid (le programme de soins de santé à financement fédéral et des États pour les personnes à faible revenu et leurs familles) n'est pas un programme auquel on a droit sur le Territoire, ce qui veut dire que le financement fédéral est plafonné. Dans une déclaration sous serment faite lors d'une réunion sur les affaires insulaires à Washington, en février 2008, le Gouverneur de Jongh a dit que le financement fédéral pour medicaid assuré au Territoire était loin d'être suffisant et il demandait un plus gros effort fédéral pour faire en sorte que les résidents les plus nécessiteux des Territoires ne reçoivent pas un traitement moins favorable que les résidents les plus nécessiteux des États-Unis[53].

60. En novembre 2008, le Gouverneur de Jongh a joint sa voix à celles des gouverneurs du Commonwealth des Iles Mariannes septentrionales et de Guam pour demander un traitement juste et équitable pour les territoires insulaires des États-Unis concernant une augmentation temporaire du pourcentage d'assistance médicale fédérale. Aux termes de la loi de 2008 dite Job Creation and Unemployment Relief Act votée par la Chambre des Représentants, les Territoires ne pourraient pas prétendre au point supplémentaire de pourcentage d'assistance médicale fédérale dont bénéficiaient les 50 États et le District de Columbia[54]. En ce qui concerne le montant de relance économique fédérale de 2009 pour le Territoire, 9,2 millions de dollars sont inclus au titre de fonds additionnels pour medicaid sur 2 ans[55].

61. Un nouveau centre cardiaque de 18,5 millions de dollars d'une superficie de 25 000 pieds carrés à l'hôpital Juan F. Luis de Sainte-Croix a ouvert ses portes le 23

---

[51] .www.uvi.edu.
[52] *St Thomas Source*. 1er février 2008.
[53] Ibid, 27 février 2008
[54] www.guamgovernor.net, 21 novembre 2008..
[55] *The Virgin Islands Daily News*. 10 mars 2009

octobre 2008. Beaucoup considèrent que ce centre a catapulté le Territoire dans la couche supérieure du système de soins de santé des Caraïbes[5].

62. En février 2009, le Gouvernement des Iles vierges a passé un contrat de trois ans avec une société pharmaceutique du Danemark, première société mondiale pour la recherche sur le diabète et les soins correspondants, pour promouvoir une prise de conscience et la prévention du diabète dans les Iles vierges. L'accord prévoit une subvention de 300 000 dollars au Territoire, qui sera décaissée sur une période de trois ans[56].

E Criminalité et prévention du crime

63. D'après l'allocution du Gouverneur sur l'état du Territoire en 2009, 2008 avait vu une baisse des homicides, une augmentation du nombre d'arrestations, davantage de poursuites mettant en prison davantage de délinquants et le triplement des confiscations d'armes à feu. Le taux des homicides par habitant des Iles vierges en 2007 était de 42 pour 100 000 résidents, contre un taux national de 5,5 pour 100 000 et le Territoire demeurait l'un des endroits les plus violents des États-Unis[57].

64. Malgré le recours à des agents de police auxiliaire et retraités, le Territoire demeure confronté à des pénuries de personnel dans ce secteur, mais les efforts de recrutement ont été élargis de manière à inclure des candidats non insulaires[58].

65. Le 27 juin 2008, le House Appropriations Committee de la Puissance administrante a décidé de prévoir 600 000 dollars pour le financement d'un nouveau système de communications d'urgence « 911 » pour le Territoire. L'ensemble du projet pluriannuel devrait coûter en tout 9,5 millions de dollars[59].

66. Le 4 novembre 2008, le Ministre de la justice du Territoire a annoncé que le Département de la justice du Territoire était bénéficiaire de plus de 679 000 dollars de dons fédéraux pour aider au développement et renforcement de plusieurs programmes et initiatives d'application des lois sur le Territoire[60].

VI. Environnement

67. Le 26 mars 2008, la National Parks Conservation Association a fait paraître un rapport indiquant que le parc national du Territoire et le monument national des récifs de corail étaient menacés en partie à cause de la mise en valeur de terres occupées par des particuliers à l'intérieur et aux abords des limites du parc. Le rapport faisait état de préoccupations concernant les effets du changement climatique mondial sur des récifs de corail sensibles et mettait en garde contre le fait que le développement à l'intérieur des limites du parc causait la prolifération d'espèces non indigènes nuisibles ainsi qu'une fragmentation de l'habitat de la faune. Le rapport notait aussi que l'insuffisance constante des financements et du

---

[56] *The Virgin Islands Daily News*, 18 février 2009, et www.governordejongh.com/news/archive/2009/02/index.html.

[57] *The Virgin Islands Daily News*, 1 janvier 2008.

[58] State of the Territory Address, 20 janvier 2009.

[59] *Caribbean Net News*, 28 juin 2008.

[60] Ibid. ,4 novembre 2008.

personnel avait limité la capacité du National Park Service à protéger les structures historiques et les écosystèmes marins du parc[61].

68. Les Iles vierges des États-Unis sont soumises à des ouragans et inondations périodiques, outre qu'elles sont situées dans une zone sujette aux tremblements de terre. La Federal Emergency Management Agency prévoit des programmes d'atténuation, de préparation, de réaction et de reprise dans le Territoire par l'intermédiaire de la Virgin Islands Territorial Emergency Management Agency (VITEMA).

69. Un violent tremblement de terre a brutalement sorti les gens de leur sommeil le 11 octobre 2008, tant dans les Iles vierges britanniques que dans les Iles vierges des États-Unis ainsi que dans le tout proche Porto Rico. Le United States Geological Survey a dit que le tremblement de terre avait une magnitude de 6,1 sur l'échelle de Richter. D'après des officiels des Iles vierges britanniques, il n'y aurait pas eu de dégâts matériels ou humains significatifs[62]. Pour l'exercice budgétaire 2009, le financement fédéral pour VITEMA est d'environ 54 millions de dollars[63].

70. En octobre 2008, durant l'ouragan Omar, les pouvoirs publics ont tenté de contenir les épanchements d'hydrocarbures après que 40 bateaux eurent coulé ou échoué sur le rivage. L'ouragan a causé plus de 700 000 dollars de dégâts aux routes de Sainte-Croix et détruit plus de 100 000 pylônes électriques dans la région orientale[64].

VII. Organisations régionales et autres partenaires

A. Système des Nations Unies

71. Les Iles vierges des États-Unis sont un membre associé de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL). En 2007, le Gouvernement du Territoire a commencé à établir des liens avec la Communauté des Caraïbes (CARICOM).

B. Organisations régionales et autres partenaires

72. Comme on l'a déjà dit, la question du maintien en fonction de l'Inter Virgin Islands Council a été abordée durant la visite du Gouverneur deJongh aux Iles vierges britanniques en mars 2007, lorsqu'il a souligné sa détermination à voir le Conseil continuer à jouer son rôle vital concernant les questions qui préoccupent les deux Territoires[65]. Une nouvelle réunion du Conseil devrait avoir lieu en 2009.

---

[61] States News Services, 26 mars 2008.
[62] Associated Press, 11 octobre 2008.
[63] *Virgin Islands Daily News*, 1er août 2008
[64] *Associated Press*, 20 octobre 2008.
[65] http://www.governor dejongh.com/news/archive/2007/03/031506-2.html

VIII. Questions militaires

73. Le Territoire devrait obtenir sa propre présence de garde côtière des États-Unis début 2009 quand un nouveau bateau sera affecté au Territoire. Le bateau assurera des activités de recherche- secours, de police, de sécurité du territoire et de surveillance des zones de pêche et de sanctuaire marin, et il sera chargé de pourchasser les trafiquants de drogues illégales et les migrants étrangers en situation illégale au large des Iles et de Porto Rico. 5 Le 20 février 2009, la première unité de réserve de l'armée des États-Unis a été établie dans le Territoire. Cette unité comptera 21 membres[66].

IX. Statut futur du Territoire

A. Position du Gouvernement du Territoire

74. On renvoie à la section II ci-dessus pour l'état des discussions concernant le statut futur des Iles vierges des États-Unis.

B. Position de la Puissance administrante

75. Tout récemment, dans une lettre datée du 2 novembre 2006 adressée aux membres du Congrès du Samoa américain, le Secrétaire d'État adjoint pour les affaires législatives a décrit la position du Gouvernement des États-Unis sur le statut du Samoa américain et autres zones insulaires des États-Unis, qui a été jugée également valable pour 2008. Dans sa lettre, le Secrétaire adjoint disait que le statut des zones insulaires concernant leurs relations politiques avec le gouvernement fédéral était une affaire interne des États-Unis et non une question qui relevait du Comité spécial des 24. La lettre indiquait aussi que le Comité spécial des 24 n'était en aucune manière habilité à modifier les rapports entre les États-Unis et ses territoires et n'était pas mandaté pour engager les États-Unis dans des négociations sur leur statut. La lettre disait par ailleurs qu'en même temps, conformément aux obligations que lui fait la Charte des Nations Unis de fournir régulièrement aux Nations Unies des informations statistiques et autres d'une nature technique relatives aux conditions économiques, sociales et éducatives, le Gouvernement fédéral fournissait des mises à jour annuelles sur les territoires des États-Unis au Comité spécial des 24 comme preuve de la coopération des États-Unis comme Puissance administrante et pour corriger toutes erreurs d'information que le Comité spécial des 24 pourrait tenir d'autres sources[67].

C. Mesures prises par l'Assemblée générale

76. Le 5 décembre 2008, l'Assemblée générale a adopté sans vote les résolutions 63/108 A et B, fondée sur le rapport du Comité spécial transmis à l'Assemblée générale[68] et son examen ultérieur par la Commission des questions politiques

---

[66] *The Virgin Islands Daily News*, 21 février 2009.
[67] *Samoa News*, 7 novembre 2006.
[68] *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-troisième session, Supplément n° 23* (A/63/23)

spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)[69]. La section XI de la résolution 63/108 B concerne les Iles vierges des États-Unis. Aux termes des paragraphes du dispositif, l'Assemblée générale :

1. *Accueille* avec satisfaction l'établissement de la Convention constitutionnelle en 2007 et prie la Puissance administrante d'aider le Gouvernement du Territoire à réaliser ses objectifs politiques, économiques et sociaux, en particulier l'heureuse conclusion de l'opération interne de Convention constitutionnelle en cours;

2. *Prie* la Puissance administrante d'aider le Territoire à faciliter son travail concernant la réalisation d'un programme public d'éducation conformément à l'article 73 b de la Charte des Nations Unies et demande à cet égard aux organismes compétents des Nations Unies de venir aide au Territoire, si on le leur demande;

3. *Redit* son appel en faveur de l'inclusion du Territoire dans les programmes régionaux du Programme des Nations Unies pour le développement en rapport avec la participation d'autres territoires non autonomes;

4. Se félicite des efforts qui sont faits pour poursuivre les travaux de l'Inter-Virgin Islands Council entre les gouvernements élus des Iles vierges des États-Unis et des Iles vierges britanniques en faveur de la coopération entre les deux territoires voisins.

[69] A/b3/408.